

Article 11 : Outre les missions propres qui lui sont dévolues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, le centre des opérations maritimes ou des eaux continentales exerce les missions de coordination opérationnelle ci-après :

- assurer la collecte des données maritimes ou fluvio-lagunaires et une veille permanente sur les faits maritimes ou fluvio-lagunaires ;
- tenir à jour une situation maritime mondiale de référence permettant une bonne connaissance du domaine maritime et de ses évolutions pouvant affecter la sécurité, la sûreté, l'économie ou l'environnement ;
- s'informer de la gestion et de la disponibilité technique opérationnelle des matériels et équipements dont disposent les services et administrations de l'Etat intervenant dans les actions en mer dans le cadre de leurs missions propres ;
- s'informer auprès des services et administrations de l'Etat intervenant dans les actions en mer, de l'exécution des missions en mer entrant dans leurs compétences ;
- assurer la liaison avec le centre maritime de coordination du centre régional de la sécurité maritime pour l'Afrique centrale.

Article 12 : En cas de crise, le centre des opérations maritimes ou des eaux continentales se constitue en cellule de crise et est placé sous l'autorité du commandant de la zone militaire de défense.

Le commandant de la zone militaire de défense assure la conduite des opérations en mer et bénéficie du concours des services et administrations de l'Etat qui mettent à sa disposition les moyens et informations d'intérêt maritime ou fluvial dont ils disposent.

Le centre des opérations maritimes constitué en cellule de crise est renforcé par les représentants opérationnels des structures disposant de compétences et de moyens en mer ou dans les eaux continentales.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 13 : Les activités liées à l'action de l'Etat en mer sont financées par le budget de l'Etat et les contributions des administrations et structures publiques ou privées ayant des intérêts en mer ou dans les eaux continentales.

Un décret du Premier ministre détermine les modalités de financement et de contribution à l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales.

Article 14 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 3 mai 2019

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le ministre de la défense nationale,

Charles Richard MONDJO

Le ministre d'Etat, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche,

Henri DJOMBO

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Le ministre des mines et de la géologie,

Pierre OBA

Le ministre des hydrocarbures,

Jean-Marc THYSTERE-TCHICAYA

Le ministre de la justice et des droits humains et de la promotion des peuples autochtones,

Aimé Ange Wilfrid BININGA

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

La ministre du tourisme et de l'environnement,

Arlette SOUDAN-NONAUT

Le ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande,

Fidèle DIMOU

Le ministre de la recherche scientifique et de l'innovation technologique,

Martin Parfait Aimé COUSSOUD-MAVOUNGOU

MINISTERE DES ZONES ECONOMIQUES SPECIALES

Décret n° 2019-120 du 3 mai 2019 portant attributions, organisation et fonctionnement des guichets uniques des zones économiques spéciales

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 16-2013 du 19 juillet 2013 portant création du guichet unique des opérations transfrontalières ;

Vu la loi n° 16-2017 du 30 mars 2017 portant création de l'agence congolaise pour la création des entreprises ;

Vu la loi n° 24-2017 du 9 juin 2017 relative à la création des zones économiques spéciales, à la détermination de leur régime et de leur organisation ;

Vu la loi n° 25-2017 du 9 juin 2017 portant création de l'agence de planification, de promotion et de développement des zones économiques spéciales ;
 Vu le décret n° 2009-401 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre à la Présidence chargé des zones économiques spéciales ;
 Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
 Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

Décrète :

Chapitre 1 : Dispositions générales

Article premier : Le présent décret fixe, conformément à l'article 24 de la loi n° 24-2017 du 9 juin 2017 susvisée, les attributions, l'organisation et le fonctionnement des guichets uniques des zones économiques spéciales.

Article 2 : Le guichet unique, implanté au sein de chaque zone économique spéciale, est une structure technique de l'agence de planification, de promotion et de développement des zones économiques spéciales.

Il est placé sous l'autorité de l'agence de planification, de promotion et de développement des zones économiques spéciales.

Chapitre 2 : Des attributions et de l'organisation

Article 3 : Le guichet unique est dirigé et animé par un directeur.

Il est chargé, notamment, de :

- organiser, coordonner et contrôler l'ensemble des activités du guichet unique ;
- représenter, à titre exclusif, les différents services de l'Etat pour la réalisation de l'ensemble des formalités et démarches administratives nécessaires aux activités des développeurs, des opérateurs et des investisseurs agréés ;
- assister les développeurs, les opérateurs et les investisseurs dans l'accomplissement de l'ensemble des formalités et démarches relatives à leur implantation dans le parc d'activités ou la zone franche ;
- recevoir, traiter via le personnel détaché en son sein par les administrations compétentes, et contrôler l'ensemble des déclarations et autres formalités, notamment en matière fiscale, commerciale et sociale, devant être accomplies par les développeurs, les opérateurs et les investisseurs agréés ;
- faciliter toutes les formalités transfrontalières.

Article 4 : Le guichet unique, outre le secrétariat, comprend :

- le service informatique ;
- le service de la communication ;
- le service administratif et financier ;
- les services représentant les structures impliquées dans le processus des formalités administratives au sein de la zone économique spéciale.

Section 1 : Du secrétariat

Article 5 : Le secrétariat est dirigé et animé par un chef de secrétariat qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- réceptionner et expédier le courrier ;
- analyser sommairement les correspondances et autres documents administratifs ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, exécuter toute autre tâche qui peut lui être confiée.

Section 2 : Du service informatique

Article 6 : Le service informatique est dirigé et animé par un chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- organiser et gérer le système informatique du guichet unique ;
- gérer les bases et les banques des données ;
- assurer l'entretien et la maintenance des équipements informatiques.

Section 3 : Du service de la communication

Article 7 : Le service de la communication est dirigé et animé par un chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- promouvoir l'image du guichet unique ;
- concevoir et mettre en œuvre le plan de communication du guichet unique ;
- vulgariser l'information en matière de formalités et démarches administratives nécessaires aux activités des développeurs, des opérateurs et des investisseurs agréés.

Section 4 : Du service administratif et financier

Article 8 : Le service administratif et financier est dirigé et animé par un chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- traiter les affaires administratives du guichet unique ;
- gérer les ressources humaines du guichet unique ;
- gérer les finances du guichet unique.

Section 5 : Des services représentant les structures impliquées dans le processus des formalités administratives au sein de la zone économique spéciale

Article 9 : La composition des services représentant les structures impliquées dans le processus des formalités administratives au sein de la zone économique spéciale est fixée par des textes spécifiques.

Chapitre 3 : Du fonctionnement

Article 10 : La déclaration simplifiée servant de premier support aux formalités administratives est arrêtée selon le modèle joint en annexe au présent décret.

Elle constitue la pièce de base du dossier de formalités administratives des développeurs, des opérateurs et des investisseurs. Le déclarant se la procure gratuitement au guichet unique des zones économiques spéciales et la dépose, complétée, datée et signée, avec les autres pièces justificatives obligatoires.

Elle peut s'effectuer en ligne.

Article 11 : Les agents habilités du guichet unique s'assurent que les déclarants leur remettent la totalité des pièces exigées. Ils en contrôlent la conformité.

Un feuillet de la déclaration simplifiée, daté, tamponné, signé du déclarant et par un agent habilité du guichet unique est remis au déclarant à titre de reçu des formalités et des pièces justificatives, ainsi que des frais réglementaires payés.

Ce feuillet fait office de récépissé.

Article 12 : Les dossiers et les frais réglementaires sont transmis aux administrations concernées par le guichet unique dans un délai maximum de cinq jours.

Article 13 : Les administrations destinataires de la formalité sont seules compétentes pour contrôler la régularité et apprécier la validité des déclarations.

Lorsque les déclarations contiennent des demandes au sujet desquelles une décision doit être prise, ces administrations en informent le guichet unique dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, à compter de la date de réception de la déclaration. Passé ce délai, la déclaration est réputée valide et régulière.

Article 14 : Le guichet unique tient à la disposition de chacune des administrations concernées un feuillet de la déclaration simplifiée, le montant des frais perçus pour elle, une copie certifiée conforme par lui de toutes les pièces justificatives spécifiques.

Article 15 : Le guichet unique tient un registre côté et paraphé des déclarations. Le registre comporte les mentions suivantes : *date, nom du déclarant,*

enseigne ou raison sociale, registre de commerce pour les entreprises de droit congolais, montant des frais payés au guichet unique, signature du déclarant et visa de l'agent instructeur.

Article 16 : Toute administration destinataire des formalités et des frais a un droit permanent de contrôle sur les livres, les dossiers et les registres du guichet unique.

Il est interdit au guichet unique de communiquer à des tiers les enregistrements contenus dans les déclarations.

Article 17 : Le guichet unique coopère avec les autres guichets uniques et structures similaires existantes, notamment le guichet unique des opérations transfrontalières et l'agence congolaise pour la création des entreprises.

Chapitre 4 : Dispositions diverses et finales

Article 18 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre chargé des zones économiques spéciales.

Article 19 : Le directeur, les chefs de service et les chefs de bureau sont nommés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 20 : Les délégués des administrations partenaires auprès du guichet unique sont déployés par arrêté du ministre chargé des zones économiques spéciales sur la base de la note de détachement des ministres concernés.

Article 21 : Les délégués des administrations partenaires auprès du guichet unique relèvent, sur le plan organique, de l'autorité des administrations qu'ils représentent et sur le plan fonctionnel, de l'autorité de l'agence de planification, de promotion et de développement des zones économiques spéciales.

Article 22 : Les personnels affectés aux services du guichet unique conservent les avantages que leur confèrent les textes en vigueur. Toutefois, l'agence de planification, de promotion et de développement des zones économiques spéciales leur fait bénéficier de stages dans le cadre de la formation continue.

Article 23 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 3 mai 2019

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA